

2020-2021 : LES RECENTRAGES DE LA DIPLOMATIE RUSSE

La pandémie de COVID-19 n'a pas sensiblement modifié la teneur de la politique extérieure de la Russie en 2020-2021 – même si celle-ci a cherché à déployer un nouveau type de *soft power* au travers de son assistance sanitaire et de son offre vaccinale. La crise a plutôt conforté les Russes dans leur vision du monde, avec l'idée qu'elle a accentué la tendance à la « déglobalisation » apparue, selon eux, depuis la crise financière de 2009¹ (que les officiels et les politologues russes s'en réjouissent ou le déplorent), et au retour de la centralité du rôle des États². Elle a été l'occasion de formuler de nouveaux reproches aux pays occidentaux, accusés de « politiser le thème profondément humanitaire » de la lutte contre la pandémie et de se livrer à une « politique de chantage et d'ultimatums »³ – une référence au maintien des sanctions dont la Russie avait demandé la suspension, et aux critiques formulées en Occident sur son aide sanitaire internationale ou sur son vaccin.

Par Isabelle Facon, directrice adjointe de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS),
membre du Conseil scientifique de l'Observatoire franco-russe.

1. Andreï Kortounov, « Kouda j nam plyt ? » [Vers quoi voguer ?], Conseil russe pour les affaires internationales, 28 janvier 2021.

2. Dmitri Trenin, "Confronting the Challenges of Coronavirus, Russia Sees its Worldview Vindicated", Carnegie Moscow Center, March 20, 2020.

3. Interview de Sergueï Lavrov à l'agence TASS, reproduite sur le site du Conseil russe pour les affaires internationales, 30 décembre 2020.

La période a ainsi confirmé l'impasse des relations avec « l'Occident collectif », accentuée par, entre autres, le sort réservé à Alexeï Navalny et la transition présidentielle aux États-Unis, sur fond d'incertitude concernant l'avenir des négociations russo-américaines sur les armements nucléaires et la question de plus en plus pressante de la cybersécurité. Alors que la gestion de la tension avec les pays occidentaux semble être devenue, pour longtemps, la « nouvelle normalité », Moscou fait face à une situation plus évolutive dans son voisinage secoué de crises et de conflits, appelant une certaine redéfinition de sa politique régionale, trente ans après la disparition de l'URSS. Dans ce cadre, la Russie, qui cherche toujours les voies de la sortie de stagnation de son économie dans une ambiance politique sur laquelle pèse la question de la transition post-Poutine, semble vouloir doser pragmatiquement ses efforts.

UNE APPROCHE DISSOCIÉE POUR « L'OCCIDENT COLLECTIF »

Étonnamment au regard de l'époque pas si lointaine où Moscou portait sur l'Union européenne un regard beaucoup plus détendu que celui dirigé vers les États-Unis et l'OTAN, la Russie donne aujourd'hui le sentiment d'investir beaucoup plus d'énergie (positive et négative) dans ses relations avec les États-Unis, et de ne plus voir l'intérêt de faire des efforts vis-à-vis des Européens.

Les États-Unis : beaucoup à perdre, un peu à gagner

La Russie a appréhendé avec scepticisme l'élection de Joe Biden à la présidence des États-Unis. Certes, Donald Trump n'était pas parvenu à améliorer les relations avec Moscou comme il l'entendait initialement, celles-ci en arrivant même, de l'avis des politologues russes, « à un état de ruines » à l'issue de son mandat⁴. Il présentait néanmoins l'avantage, vu du Kremlin, de porter des coups réguliers à la solidarité transatlantique, tandis que sa concentration appuyée sur le « défi chinois » ouvrait à la Russie des marges de manœuvre dans son partenariat déséquilibré avec Pékin. Le mandat de Joe Biden a débuté sur une confirmation des mauvais rapports entre Moscou et Washington, avec l'adoption de nouvelles sanctions américaines et le « test » géopolitique que la Russie a fait subir au

4. Fiodor Loukianov, « Remont konfrontatsii » [La réparation de la confrontation], *Rossiiskaïa gazeta*, 9 juin 2021.

nouveau chef de l'État américain, en avril 2021, en renforçant notablement sa présence militaire à la frontière de l'Ukraine et en Crimée, alors que le président Zelensky donnait le sentiment de vouloir profiter de l'élection de celui-ci pour faire évoluer le *statu quo* sur le Donbass et l'annexion de la Crimée.

Dans le même temps, le nouveau président américain a immédiatement accepté la prorogation du traité New Start, promue par Moscou de longue date, et proposé à son homologue russe un sommet, qui a eu lieu dès le mois de juin à Genève. Certes, le chef de l'État russe avait indiqué, lors du Forum économique de Saint-Petersbourg 2021, qu'il n'attendait aucun changement majeur de cette rencontre⁵. Cependant, la partie russe espérait certainement une « réparation de la confrontation », pour reprendre la formule de Fiodor Loukianov, c'est-à-dire des relations antagonistes sur bien des enjeux mais stabilisées, reposant sur des principes agréés par les deux parties – une « confrontation ordonnée », avec une hiérarchisation des désaccords et une conscience des « lignes rouges » de l'autre, sortant de l'« atmosphère anormale, malsaine et irrationnelle » dans laquelle elles s'étaient embourbées dernièrement⁶. La Russie souhaitait, en fait, trouver les voies d'une « minimisation des risques liés à la rivalité militaro-politique » entre les deux pays⁷ – en quelque sorte une prolongation, sur le plan politique, de l'effort de déconfliction auquel s'appliquent les états-majors américain et russe en Syrie depuis plusieurs années. La décision prise à Genève de remettre en poste les ambassadeurs et la reconnaissance, dans un succinct communiqué conjoint, de la responsabilité des deux États en matière de stabilité stratégique constituent en elles-mêmes, pour Moscou, une réussite.

Ainsi, la Russie a gagné de la rencontre Biden-Poutine non pas une relation moins conflictuelle avec les États-Unis, mais sans doute un potentiel d'interactions moins instables, moins porteuses de risques en termes militaires et de sanctions. De plus, la tenue du sommet et ses résultats apportent à la Russie – en tout cas c'est certainement perçu ainsi à Moscou – un « plus » en termes d'image, la réinstallant dans une négociation valorisante sur les armements

5. Il a eu des mots très forts sur la politique américaine, traduisant l'état d'esprit des autorités russes et leur refus de considérer qu'elles ont une part de responsabilité dans l'état des relations bilatérales : « Ce sont les États-Unis qui nous ont imposé des sanctions et qui continuent de le faire pour toutes les raisons ou pour aucune raison, juste parce que nous existons » (Forum économique de Saint-Petersbourg, 2021).

6. « Remont konfrontatsii », *op. cit.*

7. *Ibid.*

stratégiques et amenant Joe Biden à la qualifier de « grande puissance », dans un contexte international de plus en plus marqué par l'idée d'un duopole américano-chinois, face auquel Moscou craint un déclin de sa visibilité.

La teneur du sommet et la réaction pondérée de Washington aux déploiements russes à la frontière ukrainienne ont probablement confirmé les élites de Russie dans leur anticipation d'une politique « plus cohérente, réaliste et prévisible »⁸ du nouveau président américain – politique dont les ingrédients, estiment-elles, sont absents de celle de l'Union européenne (UE) et de ses États membres.

L'« introuvable dialogue »⁹ avec l'Union européenne

Alors que Moscou semble prête à faire un effort *a minima* pour conforter ce nouveau cap, qui sera longtemps fragile, elle paraît largement moins enclin à trouver les voies d'un apaisement avec l'Union européenne. Certes, dans un article confié à *Die Zeit*¹⁰, le président russe se dit « favorable à la restauration d'un partenariat global avec l'Europe » autour des « nombreux sujets d'intérêt mutuel », sécurité et stabilité stratégique, santé et éducation, numérisation, énergie, culture, science et technologie, problèmes climatiques et environnementaux. Cependant, la Russie, qui ne cache plus son profond agacement envers Bruxelles, n'a pas donné beaucoup de gages de bonne volonté – recevant de manière très cavalière Josep Borrell en février 2021. Ce dernier en tirera la conclusion que les autorités russes n'ont « pas voulu saisir [l']opportunité d'avoir un dialogue plus constructif avec l'UE » et que « la Russie se déconnecte progressivement de l'Europe »¹¹. De même, Moscou campe sur ses positions concernant les accords de Minsk (en dépit, ou à cause, du conditionnement de la levée des sanctions européennes à leur mise en œuvre). Sur ce dernier sujet, le Kremlin va

8. Andrey Kortunov, "Joe Biden and Russia: The Good, the Bad, and the Ugly," in Andras Racz (ed.), "Russian Foreign Policy in 2020. Strengthening Multi-vectorialism," *DGAP Report*, n° 5, January 2021, p. 22. Le politologue russe estime également que le nouveau président américain se positionnera davantage que son prédécesseur en soutien des droits de l'homme et de la société civile en Russie.

9. Pour reprendre la formule de Piotr Smolar, « L'introuvable dialogue avec la Russie », *Le Monde*, 22 avril 2021.

10. 22 juin 2021, disponible à cette adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/65899>

11. "My Visit to Moscow and the Future of EU-Russia Relations," February 7, 2021 [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/92722/my-visit-moscow-and-future-eu-russia-relations_en]. Borrell indiquera ne pas s'être senti humilié, selon le terme employé par maints observateurs à l'époque, mais agressé : « On invite quelqu'un et on profite de sa visite pour annoncer l'expulsion de diplomates. Ça, c'est une agression. C'est une chose qu'on ne fait pas en diplomatie » (« Josep Borrell sur sa visite à Moscou : "Humilié ? Non. J'ai été agressé par les Russes" », France 24, 30 mars 2021).

jusqu'à accuser Bruxelles de complicité avec Kiev, qui chercherait surtout, dans l'analyse de la diplomatie russe, le maintien des sanctions à l'encontre de Moscou. Ainsi, pour Sergueï Lavrov, « toute la politique de l'Union européenne en direction de la Russie est liée à la réalisation des accords de Minsk [...] que les dirigeants ukrainiens sabotent ouvertement avec le soutien de l'UE »¹².

D'une certaine manière, la Russie estime, à tort ou à raison, que dans ses relations avec l'UE, elle a à la fois peu à gagner et peu à perdre. Quand, dans son article confié à *Die Zeit*, Vladimir Poutine déplore que les pays européens aient soutenu, certes sans conviction, « le coup d'État » (*sic*) organisé en Ukraine par les États-Unis (*sic*) en 2014¹³, il reprend un reproche désormais classique de la Russie à l'Europe sur son incapacité à se poser en acteur stratégique et à prendre ses responsabilités en matière de sécurité européenne, ce qui, dans sa perspective, aurait pu permettre une atténuation de l'influence des États-Unis en Europe et donner à la Russie une place dans l'architecture politique européenne plus conforme à ses attentes. Or, ce que les Russes pensent pouvoir constater, c'est une forte tendance des Européens à l'alignement sur les préférences de Washington, même quand celle-ci se montre peu soucieuse des possibles effets de sa politique sur les intérêts de ses alliés. Moscou a ainsi jugé trop molles les réactions des Européens sur le rejet par l'administration Trump de l'accord sur le nucléaire iranien, de même que sur les sanctions extraterritoriales américaines ou le retrait des États-Unis du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) – la Russie digérant assez mal la fin de non-recevoir opposée par les pays membres de l'OTAN à la proposition de Vladimir Poutine relative à l'instauration d'un moratoire sur le déploiement de systèmes FNI en Europe. Le sentiment que « le “parapluie” américain a conduit à la perte, par les Européens, de leur indépendance » et de leur capacité à agir en fonction de « leurs intérêts fondamentaux propres et paneuropéens »¹⁴ est largement répandu au sein des cercles dirigeants russes. Ceux-ci déduisent de la teneur de la tournée européenne effectuée par Joe Biden avant le sommet de Genève que la discussion sur l'autonomie stratégique

12. Allocution lors de la conférence sur les relations entre la Russie et l'Union européenne, Moscou, 31 mai 2021, www.mid.ru

13. Sergueï Lavrov a exprimé le même regret, déplorant que l'UE ait « choisi de se mettre du côté de ceux qui sont arrivés au pouvoir par des voies illégales » à Kiev (*Ibid.*).

14. *Ibid.*

de l'Europe va tourner court, et craignent que l'OTAN ne se reconsolide du fait d'un retour à la normale de la position américaine vis-à-vis des Alliés. Du reste, certains politologues russes avaient anticipé que l'élection de Biden dévaluerait l'intérêt, déjà limité à certains États membres de l'UE, d'une réflexion sur le besoin d'améliorer les relations avec la Russie, dont la politique agressive de Trump à l'égard de l'Europe était une des motivations¹⁵.

Moscou continue à miser sur les relations bilatérales avec les États européens qui y sont ouverts et prennent du champ par rapport aux analyses sur la Russie que défend l'UE, à laquelle Sergueï Lavrov se plaît à rappeler qu'elle « n'est pas toute l'Europe »¹⁶. Mais le Kremlin est irrité par l'impuissance perçue des « grandes puissances » européennes à imposer une réouverture des relations avec la Russie, dont a témoigné le rejet, en juin 2021, de la proposition franco-allemande sur l'organisation d'un sommet avec Moscou, qui s'appuyait visiblement sur le précédent créé par le sommet russo-américain, et faisait écho à l'initiative engagée par Emmanuel Macron en 2017 en vue d'un apaisement des rapports entre la Russie et l'UE. Il est noté, à Moscou, que Joe Biden a rencontré Vladimir Poutine malgré les réserves exprimées par des alliés européens (et beaucoup de personnalités à Washington), ce qui va renforcer la tendance naturelle du Kremlin à s'adresser prioritairement aux États-Unis.

En outre, à mesure que la situation politique se durcit à Moscou, les modalités d'action de l'Union en politique étrangère, portées par un modèle normatif, rebutent plus fortement le Kremlin. Les officiels russes dénoncent d'ailleurs volontiers, à l'instar de Sergueï Lavrov à l'occasion de la conférence sur les relations UE-Russie, les « ingérences » dont feraient l'objet la Russie et les États qui lui sont alliés. Vu de Moscou, il y a matière à accuser l'UE de telles ingérences, le seuil de tolérance n'étant, il est vrai, pas placé très haut. En juin 2021, le Conseil européen, suite à une réunion sur les affaires extérieures, a condamné les « limitations des libertés fondamentales en Russie et la réduction de l'espace pour la société civile », appelé à « une réponse ferme et coordonnée de l'UE et de ses États membres à toute activité nocive, illégale et perturbatrice de la Russie » et invité la Commission et Josep Borrell à « présenter des options pour des

15. "Joe Biden and Russia: The Good, the Bad, and the Ugly", *op. cit.*, p. 22.

16. Conférence sur les relations entre la Russie et l'Union européenne, *op. cit.*

mesures restrictives supplémentaires, dont des sanctions économiques » ainsi que « des conditionnalités et des leviers » à utiliser dans le cadre de l'« engagement sélectif » vis-à-vis de la Russie¹⁷.

La déconfliction, devenue un des canaux par défaut des relations Russie-États-Unis et Russie-OTAN, constitue une forme d'armature stabilisatrice *a minima* qui n'existe pas dans les relations avec l'UE. En parallèle, cette dernière, contrairement à l'OTAN, ne représente pas une véritable menace militaire, et ses divisions internes limitent le risque d'initiatives plus fortes à l'encontre de la Russie. Les échanges commerciaux se sont amenuisés (avec, entre 2013 et 2019, une baisse des exportations de l'UE vers la Russie de 27,1 milliards d'euros, et des importations – de 54,6 milliards¹⁸), et la Russie continue à travailler à la diversification de ses partenariats commerciaux. Mais sur le volet le plus stratégique des relations économiques UE-Russie, l'énergie, le risque apparaît limité, au moins à moyen terme, que l'Europe parvienne à fortement réduire sa dépendance aux hydrocarbures russes (comme en témoigne peut-être l'attitude de l'Allemagne sur Nord Stream 2). L'incitation à investir des ressources diplomatiques dans une amélioration de la situation avec l'Union est donc moindre, d'autant que la Russie a beaucoup d'autres priorités à traiter, à commencer par la redéfinition de sa propre « politique de voisinage », dans laquelle l'UE est vue comme un compétiteur.

UNE POLITIQUE DE VOISINAGE EN REDÉFINITION

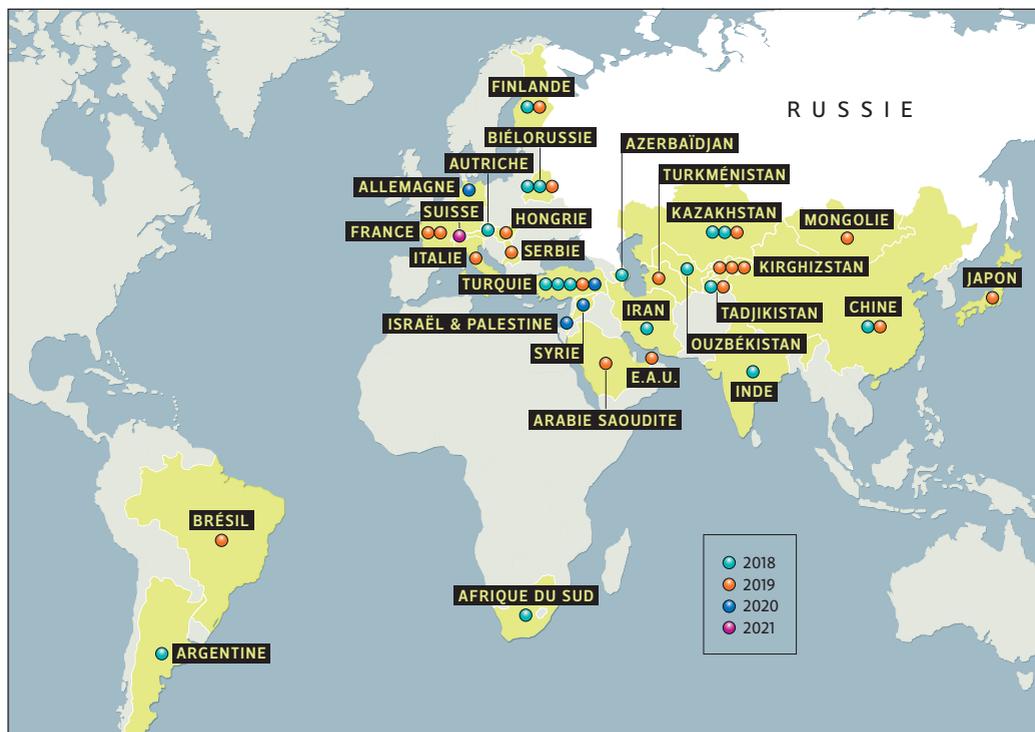
La période 2020-2021 a été marquée par une succession de crises dans l'ex-URSS, espace considéré par Moscou comme sa « sphère d'intérêts privilégiés » : crise politique en Biélorussie et au Kirghizstan, conflit du Haut-Karabagh, tensions à la frontière tadjiko-kirghize... Dans l'ensemble de ces situations, la Russie a fait preuve d'une grande réserve, que certains politologues russes interprètent comme la marque d'une attitude plus pragmatique, voire plus détachée¹⁹.

17. Sur des enjeux tels que le climat, l'environnement, la santé, l'accord sur le nucléaire iranien, la Syrie et la Libye (European Council Conclusions on external relations, June 24, 2021). J. Borrell a déclaré, suite à l'investiture d'A. Loukachenko en septembre 2020, que ce dernier ne pouvait être considéré comme le véritable *leader* de la Biélorussie.

18. Chiffres Commission européenne cités in "Russian Foreign Policy in 2020. Strengthening Multi-vectorialism", *op. cit.*, p. 8.

19. Pour des éléments du débat interne russe sur cette question, voir Hannes Adomeit, "Russia Follows Traditional Imperial and Soviet Patterns", *Raam op Rusland*, January 27, 2021.

LES VOYAGES DE VLADIMIR POUTINE DE JANVIER 2018 À SEPTEMBRE 2021



Source : Site de la présidence russe.

130

POLITIQUE ÉTRANGÈRE/DÉFENSE

Un redémarrage (*reset*) en cours ?

Dans le cas de la Biélorussie, on peut supposer que l'absence d'intervention militaire qu'avaient imprudemment annoncée certains observateurs ne signifie nullement que Moscou n'actionne pas d'autres types de leviers pour garder la main dans un pays qui reste clef dans sa politique de défense face à l'OTAN – le Kremlin espérant peut-être profiter de cette crise pour obtenir enfin une base militaire sur le territoire biélorusse. Pour Moscou, le succès d'une révolution populaire dans ce pays constituerait un problème de premier ordre, d'autant qu'il serait plus « parlant » pour l'opinion publique russe que les révolutions dans une Ukraine, chroniquement tourmentée par des troubles politiques depuis le début de l'ère postsoviétique.

Dans le Caucase, si la Russie a repris la main en assurant la médiation qui a débouché sur l'accord de cessez-le-feu (9 novembre 2020) et a même pu faire entériner le principe d'une force de maintien de paix russe, renforçant de près

de deux mille hommes sa présence militaire dans l'ex-URSS, il n'en demeure pas moins qu'elle est restée, un temps qui a dû paraître long à son allié arménien²⁰, passive face à l'engagement très volontaire de la Turquie aux côtés de l'Azerbaïdjan. Ce qui apparaît comme une prudence surprenante de la part de Moscou dans l'« étranger proche » suscite de nombreuses interprétations. La Russie entend-elle mieux doser son effort, prenant acte de l'apathie de l'Union économique eurasiatique et de l'attitude réservée à son égard de nombre de ses partenaires régionaux suite à l'annexion de la Crimée ? Souhaite-t-elle, dans un contexte national contraint financièrement et complexe politiquement, limiter ses interventions, quitte à dévaloriser la garantie de sécurité qu'elle propose à ses alliés de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et à confirmer les soupçons sur le fait que sa présence militaire dans l'ex-URSS viserait plus à assurer sa prééminence dans cet espace qu'à en assurer la stabilité ? À cet égard, la détérioration rapide de la situation en Afghanistan, qui semble devoir éclabousser l'Asie centrale, sera peut-être un test pour les autorités russes. Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe, a expliqué que « le développement de la situation en Afghanistan, au fur et à mesure du retrait de ce pays des militaires américains et autres, constitue un sujet d'attention constante et d'inquiétude » pour la Russie²¹.

Anciens et nouveaux rivaux

Dans ce contexte qui, trente ans après l'éclatement de l'URSS, pourrait refléter une « pause » imposée par une réflexion sur les échecs passés, la Russie n'envisage certainement pas de renoncer à son ambition de conserver la maîtrise la plus forte possible des développements qui se jouent dans cet espace – mais plus sûrement d'en revoir les modalités et les mécanismes. Dans ce cadre, elle continuera à faire face à « l'Occident collectif », d'ailleurs accusé d'avoir tenté, en 2020 en Biélorussie, d'« appliquer un scénario de “révolution de couleur” analogue » aux événements d'Ukraine en 2014²². Elle anticipe le fait que l'admi-

20. Un allié arménien déjà perplexe face aux importantes ventes d'armes russes au profit de Bakou réalisées ces dernières années.

21. Kirill Krivocheïev, « Afghanistan bejıt ot samogo sebja » [L'Afghanistan se fuit lui-même], *Kommersant*, 25 juin 2021. L'article, qui évoque le passage en Ouzbékistan et au Tadjikistan de militaires afghans en difficulté face aux talibans reprend les propos du secrétaire du Conseil de sécurité russe Nikolai Patrouchev, lors de la conférence annuelle sur la sécurité du ministère de la Défense (juin 2021), à l'occasion de laquelle il a précisé que l'inquiétude de la Russie concernant l'Afghanistan portait aussi sur la possible intensification des activités terroristes de l'État islamique et d'Al-Qaïda.

22. S. Lavrov, 30 décembre 2020, *op. cit.*

nistration Biden sera plus attentive aux pays voisins de la Russie (quand dans son Adresse au Parlement, en avril 2021, Vladimir Poutine évoque certaines « lignes rouges » que son pays ne laissera pas franchir, il pense certainement, entre autres, à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN, dont le sommet de juin 2021 réitérera le principe²³). Elle somme l'UE de « cesser de mettre nos voisins communs, y compris les membres de la CEI et de l'OTSC, en situation de choix artificiel »²⁴. Bref, cet espace est probablement appelé à demeurer un des principaux sujets de friction entre Moscou et les pays occidentaux.

La Russie va d'autant plus opérer des ajustements de sa politique dans l'ex-URSS qu'à ces rivaux traditionnels s'ajoutent désormais d'autres compétiteurs sérieux. Des experts notent que le conflit de l'automne 2020 dans le Caucase a montré l'apparition de nouveaux risques pour la Russie, liés non à la pression occidentale, mais aux ambitions régionales d'autres acteurs – dont la Turquie, qui a critiqué l'inefficacité du Groupe de Minsk (la Russie est un des parrains de ce processus)²⁵. Par ailleurs, la Chine a engagé des coopérations de sécurité et militaires, modestes à ce stade, avec certaines républiques centrasiatiques (en plus de liens en tous genres avec d'autres États clefs de l'ex-URSS, dont l'Ukraine). Ce dossier sera certainement un objet de vigilance pour Moscou, dans un contexte où elle doit doser savamment et constamment les termes de son partenariat avec la Chine. Celui-ci, en quelque sorte, se complique à mesure qu'il se densifie, contraignant la Russie à peser chaque initiative, chaque avancée, de sorte qu'elles ne creusent pas le différentiel de puissance déjà notable entre elle et Pékin. Pour l'heure, le Kremlin n'affiche cependant pas d'opposition au déploiement des intérêts chinois dans l'ex-URSS, se félicitant au contraire de la cohérence entre les nouvelles Routes de la soie et l'Union économique eurasiatique (par exemple par la voix de Vladimir Poutine lors du Forum économique de Saint-Petersbourg en juin 2021).

23. Moscou a également dit espérer que le nouveau pouvoir moldave élu en 2020 s'en tiendrait à une « ligne de politique étrangère équilibrée », c'est-à-dire de « non-adhésion à l'OTAN et à d'autres alliances militaires » (*Ibid.*).

24. S. Lavrov, 31 mai 2021, *op. cit.* Le Conseil européen sur les affaires extérieures de juin 2021 évoquait, dans la partie « Russie » de ses conclusions, la nécessité pour l'Union « d'accroître [la] résilience » des partenaires orientaux et soulignait sa reconnaissance de leurs « aspirations européennes et de leur choix européen ».

25. Voir Kerim Has, Vali Kaleji, Sergey Markedonov, *The Breakdown of the Status Quo and the International Dimension of the Nagorno-Karabakh Crisis*, Valdai Discussion Club Report, December 2020.

CONCLUSION

La tension permanente avec « l'Occident collectif » est désormais intégrée par les autorités russes comme un élément du décor stratégique s'inscrivant dans la durée. Cette vision est renforcée par l'approche des législatives et le climat d'incertitude lié à l'ancrage, dans le paysage politique, de la problématique de la succession à Poutine, le tout conduisant à un verrouillage plus dur de la vie politique interne. Le chef de l'État russe évoque régulièrement le besoin de « restreindre les ingérences dans nos affaires intérieures »²⁶, ce qui passe par des lois visant à limiter la présence d'ONG internationales ou les financements étrangers d'organismes russes. Les propos de Josep Borrell sur le fait que la Russie semble voir « les valeurs démocratiques comme une menace existentielle »²⁷ témoignent de ce raidissement, qui ne peut que contribuer à durcir les rapports avec les pays occidentaux, lesquels, sur cet enjeu, sont très directement dans le viseur de Moscou.

La nouvelle donne politique à Washington est perçue au Kremlin comme susceptible de faire revenir la confrontation bilatérale sur une voie moins chaotique, mieux régulée. Pour les autorités de Russie, c'est un objectif d'autant plus important qu'elles craignent que l'administration Biden puisse avoir un effet de « reconsolidation » des relations transatlantiques, enlevant du crédit au discours russe sur la crise du monde occidental comme facteur d'un ordre international plus équilibré. Tout ce qui peut permettre de conserver une forme de maîtrise des recompositions internationales compte, dont le dialogue difficile à venir sur la stabilité stratégique.

Une relation plus contrôlée et plus nourrie avec les États-Unis est certainement conçue, à Moscou, comme susceptible d'aider à trouver un nouvel équilibre dans la confrontation et de libérer des énergies et des ressources pour procéder aux nécessaires réglages à opérer face aux évolutions du contexte stratégique global. C'est vrai dans le voisinage, où la Russie est confrontée aux ambitions plus affirmées de puissances régionales et à des sources de crises possibles nombreuses. Mais ce l'est aussi dans la poursuite du rééquilibrage vers l'Asie (dosage très fin avec la Chine, observation appuyée de la montée de la rivalité sino-américaine et des recompositions qu'elle suscite, souci de « retrouver » l'Inde, etc.).

26. Conférence avec les directeurs des agences de presse lors du Forum économique de Saint-Petersbourg, 2021.

27. « My Visit to Moscow and the Future of EU-Russia Relations », *op. cit.*